

- **Nom**
Mouvement Européen-France
- **Prénom**
Section Eure-et-Loir
- **Adresse**
2 rue de Choiseul, 75002, Paris
- **Raison sociale**
Association loi 1901

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Quel avenir pour la France en Europe ?
- **Description de l'activité**
Débat et échanges avec les participants sur le thème de la France dans l'Union Européenne, dans le but de formuler des propositions concrètes pour l'avenir de la construction européenne.
- **Date et heure**
21 septembre 2018, de 18h30-20h30
- **Lieu**
Séminaire des Barbelés, 36 rue des Bellangers, 28630 Le Coudray
- **Nombre de participants**
120

- **Catégories de publics présents**
Tout public représenté
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Madame La Préfète d'Eure et Loir Sophie BROCAS, Jean Arthuis, Député européen et Président de la Commission des budgets

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
Sécurité en Europe, défense européenne, paix en Europe, prospérité et emploi en Europe, politique sociale, normes, fiscalité, unité de l'Europe, prise en compte de l'opinion des citoyens, Brexit.
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
Monsieur Jean Arthuis a fait part de ses analyses et donné des réponses concrètes qui ont éclairé l'assistance sur le fonctionnement actuel des institutions européennes et sur leur rôle. Il en a souligné certaines insuffisances et a remis en perspective certaines décisions prises par l'Union Européenne, tout en reconnaissant la nécessité de progresser et de réformer.
Beaucoup ont alors insisté sur l'importance de la pression des citoyens qui peuvent et doivent influencer leurs élus. C'est aux citoyens de se saisir des sujets qui les intéressent. Sur ce thème, de nombreuses personnes ont réagi en soulignant la nécessité de rapprocher la démocratie des citoyens et d'éclairer de manière plus soutenue les décisions prises en y impliquant en amont les citoyens.
- **Pistes de proposition formulées**
Défense européenne : Une personne souligne les difficultés rencontrées pour la mise en place d'une défense européenne. Les administrations nationales ne mesurent pas réellement la dimension européenne et bloquent certains projets. Il semble indispensable d'imposer aux administrations la prise en compte de cette dimension.

Paix en Europe : Il est souhaité que l'Union Européenne s'implique plus, notamment en partenariat avec l'Éducation Nationale, pour faire prendre conscience que la paix n'est pas acquise définitivement.

Politique Sociale : Il faudrait une meilleure harmonisation. Les économies européennes sont mises en commun mais pas les normes sociales. On retrouve ici le problème des travailleurs détachés.

Normes : D'un autre côté, il est regretté l'afflux de normes qui ne sont pas coordonnées. L'attention est attirée sur l'excès de ces normes, l'administration française ayant même tendance à ajouter des contraintes supplémentaires au niveau national.

Fiscalité : Le marché est ouvert sans harmonisation sur le plan fiscal, ce qui entraîne une concurrence déloyale de la part de certains pays européens. L'auditoire souligne l'inégalité de traitement fiscal entre les pays européens qui constitue un préjudice important avec parfois des conséquences désastreuses, notamment sur l'emploi.

Unité de l'Europe : Prise en compte de l'opinion des citoyens. Une personne s'étonne que le vote des Français par referendum en 2005, refusant par plus de 54% le traité établissant une constitution pour l'Europe (TCE), n'ait pas été pris en compte, puisque le traité de Lisbonne s'en inspirant a finalement été ratifié par la France. Cela lui semble méprisant pour les votants et explique que la parole politique soit décrédibilisée dans l'opinion publique. Si on ne tient pas compte de l'avis des gens, la conséquence sera une montée accrue des idées populistes.

Brexit : Une personne se demande comment va se terminer la négociation sur le Brexit et quelles seront les conséquences pour l'Union Européenne et pour la France en cas d'échec. Elle s'inquiète de l'avenir de la coopération militaire avec les Britanniques. Cette situation ne facilite pas les discussions sur la défense européenne.